

Association DISCLOSE

61 rue de Lyon

75012 PARIS

Exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

ALBRIZIO GIOACCHINO

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

5 rue Primatice

75013 PARIS

Tél. 06 76 79 70 83

Courriel : ga@albrizio-associes.fr

ASSOCIATION DISCLOSE

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Mesdames, Messieurs, les membres de l'assemblée générale de l'Association DISCLOSE.

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association DISCLOSE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

➤ Compte Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public

Dans le cadre de mes appréciations des principes comptables suivis par votre association, j'ai vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources, décrites en annexe, font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions de l'ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 applicables depuis le 1^{er} janvier 2020 et ont été correctement appliquées sur cet exercice comptable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification des documents adressés aux membres de l'assemblée générale

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres du conseil d'administration sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relative aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou

non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 18 avril 2025

Le Commissaire aux Comptes
Gioacchino ALBRIZIO



ÉTATS FINANCIERS AU 31/12/2024

association Disclose
62 rue André Joineau
93310 Le Pré Saint-Gervais

SOMMAIRE

Bilan	3
Compte de résultat	6

Bilan

Bilan

ACTIF				
	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort. - Prov.	Net	Net
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	40 975	17 803	23 172	18 698
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Terrains				
Constructions				
Inst. tech., matériel et out. industriel				
Autres immobilisations corporelles	3 817	3 764	53	784
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Participations et Créances rattachés	1 100		1 100	1 100
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				840
Total I : Actif immobilisé	45 892	21 567	24 325	21 422
Stocks et en cours				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	22 638		22 638	3 643
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	43 322		43 322	41 076
Valeurs mobilières de placements				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	485 029		485 029	262 511
Charges constatées d'avance	3 389		3 389	3 177
Total II : Actif circulant	554 378		554 378	310 407
Total III : Frais d'émission des emprunts				
Total IV : Primes de remb. des emprunts				
Total V : Ecart de conversion Actif				
Total Général (I + II + III + IV + V)	600 269	21 567	578 702	331 829

Bilan

PASSIF		
	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)
	Net	Net
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Report à nouveau	296 105	115 238
Excédent ou déficit de l'exercice	158 743	180 867
Situation nette (sous total)		
Fonds propres consommables		
Total I : Fonds propres	454 848	296 105
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II : Fonds reportés et dédiés		
Provisions pour risques	70 856	
Provisions pour charges		
Total III : Provisions	70 856	
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 140	14 927
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	26 374	20 180
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		617
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	8 484	
Total IV : Dettes	52 998	35 723
Total V : Ecart de conversion Passif		
Total général (I + II + III + IV + V)	578 702	331 829

Compte de résultat

Compte de Résultat

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)
Cotisations		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	1 160	50 000
dont parrainages		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 500	
Versements des fondateurs ou consommateurs de la dotation consommable		
Dons manuels	297 438	272 201
Mécénats	30 100	
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	208 183	194 942
Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	4 844	
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	2 674	868
Total I : Produits d'exploitation	545 898	518 011
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	98 019	108 506
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 252	1 198
Salaires et traitements	173 853	171 436
Charges sociales	39 667	41 335
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 817	7 483
Dotations aux provisions	70 856	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	14	71
Total II : Charges d'exploitation	390 479	330 028
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	155 419	187 983
Produits financiers de participations		
Produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	3 571	1 077
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III : Produits financiers	3 571	1 077
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilés		
Différences négatives de charge		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV : Charges financières		
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	3 571	1 077
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	158 990	189 060
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprise sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V : Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		668
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		7 525
Total VI : Charges exceptionnelles		8 193
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-8 193
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	248	
Total des produits (I + III + V)	549 469	519 087
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	390 726	338 221
Solde créditeur : Excédent	158 743	180 867
Solde débiteur : Déficit		

PRÉAMBULE

L'exercice social clos le 31 décembre 2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent, clos le 31 décembre 2023, avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 577 702 euros.

Le résultat net comptable est un excédent de 158 743 euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le [date] avril 2025 par le conseil d'administration de l'association.

PRÉSENTATION ET FAITS MARQUANTS

Présentation de l'association

Se référant à l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789, à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme et à la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, l'association Disclose se donne pour mission de défendre et de mettre en œuvre un journalisme indépendant des pouvoirs économique, financier et politique au service des citoyens et citoyennes.

Consciente de la nécessité dans une société démocratique de pouvoir porter à la connaissance des citoyens les informations libres et objectives qu'ils sont en droit de recevoir pour éclairer leurs choix et leurs actions, et à cet effet de permettre la poursuite d'un véritable journalisme d'investigation, l'association mettra tout en œuvre pour donner à des journalistes les moyens de réaliser partout dans le monde des enquêtes approfondies sur des sujets d'intérêt public, collectif et général tels que définis par la Cour européenne des droits de l'homme dans ses décisions rendues au visa de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Poursuivant un but d'intérêt général et désintéressé, l'association est financée notamment par les dons de personnes physiques ou morales.

Ces dons ne donnent lieu à aucune contrepartie directe ou indirecte au profit des donateurs, ni à aucun droit de regard sur la nature et le contenu éditorial des enquêtes dont seul le conseil d'administration de l'association pourra décider.

La liberté et l'indépendance des journalistes œuvrant dans l'intérêt de l'association sont ainsi garanties. Les journalistes s'engagent à respecter la charte d'éthique et de déontologie de Disclose.

Les enquêtes sont publiées, en accès gratuit, sur le site en ligne de l'association. Pour maximiser leur audience, elles sont cédées à titre gratuit aux grands médias nationaux et internationaux qui souhaitent les diffuser. En contrepartie de cette cession, le média partenaire pourra consentir à faire bénéficier l'association de ses outils professionnels.

PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes énoncés par l'Autorité des normes comptables dans le règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et dans le règlement n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en euros.

Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu sur l'exercice 2024.

Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Évaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques (site Internet)	5 ans
Matériel informatique	3 ans

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association étant jeune, les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Néant.

NOTES SUR L'ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	À l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture
Immobilisations incorporelles	30 415 €	10 560 €		40 975 €
Immobilisations corporelles	3 817 €			3 817 €
Immobilisations financières	1 940 €		840 €	1 100 €
TOTAL	36 172 €	10 560 €	840 €	45 892 €

Amortissements

Immobilisations amortissables	À l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	11 717 €	6 086 €		17 803 €
TOTAL I	11 717 €	6 086 €		17 803 €
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	3 033 €	731 €		3 764 €
TOTAL II	3 033 €	731 €		3 764 €
TOTAL GÉNÉRAL (I + II)	14 750 €	6 817 €		21 567 €

État des créances et charges constatées d'avance

État des créances	Montant brut	À un an	À plus d'un an
Dépôts de garantie			
Créances clients	22 638 €	22 638 €	
Comptes courants d'associés	42 170 €	42 170 €	
Charges constatées d'avance	3 389 €	3 389 €	
TOTAL	68 197 €	68 197 €	

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

État des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Produits d'exploitation	500 €
TOTAL	500 €

NOTES SUR LE PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres (article 432-22 du règlement ANC n°2018-06)

	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		À la clôture de l'exercice
Postes	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise								0 €
Fonds propres avec droit de reprise								0 €
Écart de réévaluation								0 €
Réserves								0 €
Report à nouveau	115 238 €	180 867 €	128 922 €					296 105 €
Excédent ou déficit de l'exercice	180 867 €	-180 867 €	-128 922 €	158 743 €	117 470 €			158 743 €
SITUATION NETTE	296 105 €	0 €	0 €	158 743 €	117 470 €			454 848 €
Subventions d'investissement								0 €
Provisions réglementées								0 €
TOTAL	296 105 €	0 €	0 €	158 743 €	117 470 €			454 848 €

Analyse des fonds dédiés

Information relative aux fonds dédiés (article 431-6 du règlement ANC n°2018-06)

Il n'existe pas de fonds dédiés dans les comptes de l'association.

État des dettes et des produits constatés d'avance

État des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Établissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	18 140 €	18 140 €		
Dettes fiscales et sociales	26 374 €	26 374 €		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	8 484 €	8 484 €		
TOTAL	52 998 €	52 998 €	0 €	0 €

État des charges à payer

Charges à payer	Montant
Fournisseurs	5 856 €
Personnel	5 612 €
Organismes sociaux	1 871 €
TOTAL	13 339 €

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

Avantages et des ressources provenant de l'étranger

Version synthétique¹ de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger pour l'exercice N (article 432-4 du règlement ANC n°2022-04)

État du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
Allemagne	60 €
Australie	81 412 €
Belgique	1 205 €
Canada	238 €
Espagne	222 €
Etats-Unis	105 688 €
États-Unis	30 €
Grèce	4 €
Hong Kong	72 €
Italie	30 €
Japon	10 €
Luxembourg	120 €
Madagascar	42 €
Pays-Bas	90 €
Portugal	276 €
Royaume-Uni	1 785 €
Singapour	16 €
Suisse	642 €
Tunisie	20 €
Viêt Nam	100 €

¹ La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'association doit établir en application de l'article 21 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 est mise à la disposition du public au siège de l'association sur demande écrite par mail à l'adresse membres@disclose.ngo.

Ventilation des ressources provenant de la générosité du public

Les dons constituent une ressource essentielle de l'association, ce qui leur confère un caractère de produits d'exploitation et non un caractère exceptionnel.

Conformément aux consignes de l'administration fiscale, seuls les dons reçus en 2024 sont comptabilisés dans les recettes de l'exercice 2024 et donnent droit à un reçu fiscal au titre de l'année 2024.

Les ressources provenant de la générosité du public sur l'exercice s'élèvent à 330 013 euros et se décomposent de la façon suivante :

Ressources provenant de la générosité du public	2023	2024
Dons manuels	272 201 €	297 438 €
Mécénats	0 €	30 100 €
Intérêts de l'épargne	0 €	2 475 €
TOTAL	272 201 €	330 013 €

AUTRES INFORMATIONS

Rémunération des dirigeants et dirigeantes

Aucune fonction de membre du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou du comité éditorial de l'association n'est rémunérée.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 2 856 €.

Nature et évaluation des contributions volontaires

L'association n'a pas bénéficié de contributions volontaires en nature en 2024.

Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

- néant

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

- néant

COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

Le compte de résultat par origine et destination est établi conformément à l'article 432-2 du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Produits

A. PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1. Produits liés à la générosité du public	330 013 €	300 013 €	272 201 €	272 201 €
Cotisations sans contrepartie				
Dons, legs et mécénat	327 538 €	297 538 €	272 201 €	272 201 €
Dons manuels	297 438 €	297 438 €	272 201 €	272 201 €
Legs, donations et assurances-vie				
Mécénat	30 100 €	100 €		
Autres produits liés à la générosité du public	2 475 €	2 475 €		
2. Produits non liés à la générosité du public	213 113 €	0 €	246 887 €	0 €
Cotisations avec contrepartie				
Parrainage d'entreprise				
Contributions financières sans contrepartie	208 183 €		194 942 €	
Autres produits non liés à la générosité du public	4 930 €		51 945 €	
3. Subventions et autres concours publics	1 500 €			
4. Reprises sur provisions et dépréciations	4 844 €			
5. Utilisation de fonds dédiés antérieurs				
TOTAL	549 469 €	300 013 €	519 087 €	272 201 €

Les ressources de Disclose proviennent de fondations françaises et internationales, ainsi que des dons de nos lecteurs et lectrices.

Pour éviter tout risque de conflit d'intérêt, Disclose refuse les dons des entreprises et des fondations d'entreprise, ne demande pas et ne reçoit pas de subventions publiques, et s'interdit le recours à la publicité.

1. Produits liés à la générosité du public

Disclose a perçu en 2024 un total de 297 438 euros de dons provenant de 3 280 lecteurs et lectrices. Les dons, qui sont en augmentation de 20% par rapport à l'année 2023, représentent ainsi près de 60% des ressources de Disclose en 2024.

L'association a par ailleurs enregistré 30 100 € de mécénat (dont 30 k€ du *family office* Enowe) et 2 475 € d'intérêts de l'épargne.

2. Produits non liés à la générosité du public

En 2024, six organisations ont apporté leur soutien à Disclose. Ces fondations ne siègent pas dans les instances de Disclose et ne connaissent pas les sujets de nos enquêtes. Voici la liste des fondations qui ont soutenu notre action en 2024 :

- Logan Foundation : 68 938 € puis 21 256 €
- The Sunrise Project : 81 412 €

- Fondation Un Monde par tous : 25 000 €
- Fonds pour une presse libre : 17 000 € (dont 50% à reverser à Rembobine)
- Muckrock Foundation : 9 895 €
- Media Defence : 1 655 €

Enfin l'association a comptabilisé 4 930 € de produits divers, notamment 1 160 € pour l'animation d'ateliers sur la sécurité numérique et 1 094 € au titre des intérêts sur les prêts accordés à Disclose Films.

3. Subventions et autres concours publics

L'association n'a bénéficié d'aucune subvention en 2024. En revanche elle a bénéficié de l'aide unique aux employeurs d'apprenti·es, à hauteur de 1 500 €.

4. Reprises sur provisions et dépréciations

L'association a bénéficié d'un remboursement de frais de la part du Centre Pulitzer à hauteur de 4 844 € dans le cadre de l'enquêtes sur les forêts.

5. Utilisation de fonds dédiés antérieurs

Il n'y a eu aucune utilisation de fonds dédiés antérieurs en 2024.

Charges

A. PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
CHARGES PAR DESTINATION				
1. Missions sociales	206 818 €	182 544 €	188 075 €	143 279 €
Réalisées en France	206 818 €	182 544 €	188 075 €	143 279 €
<i>Actions réalisées par l'organisme</i>	206 818 €	182 544 €	188 075 €	143 279 €
<i>Versement à d'autres organismes</i>				
Réalisées à l'étranger	0 €	0 €	0 €	0 €
<i>Actions réalisées par l'organisme</i>				
<i>Versement à d'autres organismes</i>				
2. Frais de recherche de fonds	69 417 €	0 €	97 364 €	0 €
Frais d'appel à la générosité du public	57 677 €		87 274 €	
Frais de recherche d'autres ressources	11 740 €		10 090 €	
3. Frais de fonctionnement	43 387 €		52 782 €	
4. Dotation aux provisions et dépréciations	70 856 €			
5. Impôts sur les bénéfices	248 €			
6. Reports en fonds dédiés de l'exercice				
TOTAL	390 726 €	182 544 €	338 221 €	143 279 €
EXCÉDENT OU DÉFICIT	158 743 €	117 470 €	180 867 €	128 922 €

1 - Missions sociales

En 2023, Disclose a publié 22 enquêtes, dont 15 en partenariat avec des médias français et étrangers. Nous avons répertorié 478 reprises médiatiques (mention de nos enquêtes par un média, une ONG, un syndicat, un think tank ou une personnalité), 61 répercussions institutionnelles (gouvernement, Assemblée nationale et Sénat, Parlement européen, entreprises), 11 impacts judiciaires (assignation en justice, instruction judiciaire, décision de justice) et 6 actions collectives ou individuelles (pétitions, mobilisations dans la rue, etc.) suite à nos enquêtes.

15 journalistes ont travaillé sur les enquêtes de Disclose en 2023. À leurs côtés, une douzaine de collaborateur·ices ponctuel·les ont été mobilisé·es pour du graphisme, du montage vidéo et du développement web. La rémunération du personnel représente toujours la principale dépense (155 k€, soit plus de 75%), suivie par les frais directs (19 k€), essentiellement liés aux enquêtes (déplacements, consultations juridiques, traductions, infographies), et par une quote-part des frais généraux (33 k€).

2 - Frais de recherche de fonds

L'association a consacré 69 417 euros en 2024 à l'activité dite de « recherche de fonds », essentiellement sur les frais d'appel à la générosité du public (83%).

Cette rubrique comprend notamment (53%) la quote-part des salaires de l'équipe (notamment la personne chargée entre autres des relations avec les donateurs et les donatrices) au prorata du temps passé (37 k€), les frais d'appel à don (logiciel d'envoi de mails, logiciel de gestion des dons...) et les commissions et frais bancaires sur les dons reçus (25 k€), ainsi qu'une quote-part des frais généraux (7,8 k€).

3 - Frais de fonctionnement

Il s'agit pour 38% de la quote-part des salaires de l'équipe (notamment le rédacteur en chef) au prorata du temps passé pour la gestion et la gouvernance de l'association (16 k€).

Conformément aux dispositions règlement n°2018-06 de l'ANC, cette rubrique comprend également les frais de structure (honoraires comptables et juridiques, honoraires du commissaire aux comptes et frais bancaires notamment, soit 24 k€ au total), non affectables aux missions sociales de l'association, ainsi qu'une quote-part des frais généraux (3,4 k€).

4. Dotation aux provisions et dépréciations

Une provision pour litiges d'un montant de 70 856 € a été enregistrée en 2024 pour tenir compte des risques juridiques auxquels doit faire face l'association.

5. Impôts sur les bénéfices

L'association est redevable de 248 € d'impôt sur les bénéfices en 2024 au titre des produits de l'épargne.

6. Reports en fonds dédiés de l'exercice

Aucun don affecté n'a été reporté en fonds dédié en 2024.

Contributions volontaires en nature

Aucun bénévole n'intervient dans les activités de l'association.

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC

Préambule

Le compte d'emploi des ressources (CER) est une présentation adaptée du compte de résultat, destinée à mettre en perspective les dons collectés et les coûts des moyens mis en œuvre. Il ne saurait être confondu avec le compte de résultat, qui comptabilise les charges et les produits (par nature) de l'ensemble des activités de l'association.

Le CER est obligatoire pour les associations faisant appel à la générosité du public afin d'assurer la transparence financière, notamment vis-à-vis des donateurs. Il a été élaboré conformément à la loi n°91-772 du 7 août 1991 et au règlement ANC n°2018-06.

Méthodologie

Les emplois du CER sont ventilés dans les trois rubriques définies par le règlement ANC n°2018-06 : les « *missions sociales* », les « *frais de recherche de fonds* » et les « *frais de fonctionnement* ». Tous les coûts qui concernent une activité correspondant à l'une des trois grandes rubriques du CER leur sont directement affectés.

Néanmoins, certaines dépenses (frais généraux tels que le loyer du bureau) peuvent être rattachées à plusieurs rubriques du CER. Dans ces cas particuliers, ces charges indirectes sont alors ventilées entre les différentes rubriques au prorata des dépenses de personnel.

Emplois et ressources

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1. Missions sociales	182 544 €	143 279 €	1. Ressources liées à la générosité du public	300 013 €	272 201 €
Réalisées en France	182 544 €	143 279 €	Cotisations sans contrepartie		
<i>Actions réalisées par l'organisme</i>	182 544 €	143 279 €	Dons, legs et mécénats	297 538 €	272 201 €
<i>Versements à d'autres organisations</i>			<i>Dons manuels</i>	297 438 €	272 201 €
Réalisées à l'étranger	0 €	0 €	<i>Legs, donations et assurance-vie</i>		
<i>Actions réalisées par l'organisme</i>			<i>Mécénat</i>	100 €	
<i>Versement à d'autres organisations</i>			Autres ressources liées à la générosité du public	2 475 €	
TOTAL DES EMPLOIS	182 544 €	143 279 €	TOTAL DES RESSOURCES	300 013 €	272 201 €
Dotations aux provisions et dépréciations			Reprise sur provisions et dépréciations		
Report en fonds dédiés de l'exercice			Utilisations de fonds dédiés antérieurs		
EXCÉDENT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE	117 470 €	128 922 €	DÉFICIT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0 €	0 €
TOTAL	300 013 €	272 201 €	TOTAL	300 013 €	272 201 €
			RESSOURCES REPORTÉES LIÉES A LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN DÉBUT D'EXERCICE	212 733 €	83 810 €
			Excédent ou insuffisance de la générosité du public	117 470 €	128 922 €
			Investissements ou désinvestissement nets liés à la générosité du public		
			RESSOURCES REPORTÉES LIÉES A LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	330 202 €	212 733 €

(voir le chapitre consacré au CROD pour le détail des ressources, des missions sociales, des frais de recherche de fonds et des frais de fonctionnement)